

Sur la démocratie active, ses formes et ses conséquences

Je propose de définir la démocratie active de la manière suivante : l'engagement direct de chaque humain et de la multitude qu'il compose avec les autres dans des prises d'initiative pour affronter les problèmes et porter les idéaux qui leur sont communs.

Comme l'indiquait la philosophe Hannah Arendt, la politique prend naissance dans l'espace qui est entre les hommes. La politique traite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents. Son point de départ est la reconnaissance exigeante de cette diversité et pluralité. Tout ce qui aurait tendance à dissoudre ou résorber cette pluralité dans un soi-disant groupe homogène ou dans un quelconque conformisme de principe tue la politique à la base. Mais en même temps, tout être humain, fort de sa singularité, doit, pour que la politique existe, bénéficier des mêmes droits et prérogatives qui sont garantis aux individus les plus différents. La politique n'existe donc pas «par nature». Elle est cet espace de communauté, de pluralité et de réciprocité qui est construit entre les êtres humains pour déployer des initiatives qui leur bénéficient en commun.

La politique ne doit jamais être confondue avec «le» politique, c'est-à-dire un espace étatique qui est toujours, quelle que soit sa forme, un espace de domination, l'espace de l'exercice d'un pouvoir «sur» les êtres humains et que différents partis et/ou groupes se disputent. Le politique peut trouver sa justification légitime dans le besoin de sécurité et de paix, dès lors que ces derniers doivent être imposés contre des intérêts particuliers qui font que la communauté humaine se déchire. Mais à aucun moment ce politique, qui est, par principe même, oppresseur, ne peut se substituer à la politique qui cherche à être, par principe, émancipatrice.

Au centre de la politique, on trouve toujours le souci pour le monde, c'est-à-dire cet espace qui s'intercale entre les êtres humains, où ils se rassemblent, espace

intermédiaire où se jouent toutes les affaires humaines. Il faut fortement insister sur le fait que ce n'est pas l'homme qui est au centre de la politique : toute politique qui prétend faire de «l'homme» -sous-entendu l'être humain générique-, son objet privilégié, non seulement nie



artificiallement la singularité de chacun et la pluralité, mais vise artificiallement à «transformer l'homme» ou à «faire son bonheur» de façon potentiellement totalitaire.

En clair : l'objet propre de la politique n'est pas la transformation de l'homme, mais l'aménagement et la transformation du monde. Nous pouvons désormais employer d'autant plus facilement le mot «monde» que cet espace qui se situe entre les êtres humaines et dans lequel se posent les enjeux qui leur sont communs est de plus en plus explicitement «mondial» au sens courant du terme. Bref : le souci premier de la politique est la mondialité.

Pourquoi donc parler de «démocratie active» ?

L'important, dans cette expression, est l'adjectif «active». C'est en l'explicitant que l'on peut donner une force réellement nouvelle à l'idéal démocratique. Le sens profond de la politique est la liberté.

Et dans un monde traversé par différents processus d'oppression, la liberté est mouvements d'émancipation.

Or la pratique de la liberté, donc celle

de l'émancipation, consiste à agir au sens fort de ce terme, au sens du latin «agere», mettre quelque chose en mouvement. Elle réside dans la prise d'initiative, dans le fait de prendre un nouveau commencement, d'initier quelque chose, d'inaugurer une nouvelle situation ou un nouvel événement, de commencer par soi-même un processus qui va irriguer le monde. Le processus proprement politique - au sens de la politique, et non du politique - résulte d'initiatives humaines et est sans cesse interrompu et renouvelé par de nouvelles initiatives.

Autrement dit, l'exercice de la politique n'est pas «moral», au sens où il y aurait à choisir entre un quelconque «bien» ou «mal» déjà donné, voire institué dans des règles et normes morales. L'exercice de la politique est éthique au sens où il fait en sorte, par les initiatives prises, que le monde soit autrement. Certes, il se nourrit d'idéaux, c'est-à-dire d'idées qui indiquent ce qu'il serait bon d'initier ensemble. Mais ces idéaux ne sont le prolongement d'aucune morale. Ils mettent en forme ce que notre expérience de la vie et notre connaissance des problèmes nous portent à considérer comme étant une «vie bonne», un idéal de vie au sein de ce monde commun, idéal qui se modifiera nécessairement dans le cours même des initiatives et des expériences.

On peut dire qu'à l'époque actuelle il importe d'autant plus fortement de penser «éthique» en politique plutôt que «morale», de penser ce qui est «bon pour l'humanité», plutôt que ce qui est «le bien pour l'homme», qu'un des enjeux majeurs est notre simple survie en tant qu'espèce humaine. Les disputes incessantes entre différentes morales, entre différentes conceptions du «bien» ne font qu'occulter et remettre à demain les enjeux essentiels. On sait par expérience que ces morales ne sont, la plupart du temps, que des masques pour dissimuler et légitimer des oppressions.

Le sens profond de la politique, donc, est l'exercice de la liberté, exercice qui consiste à initier, à commencer quelque chose de nouveau, inaugurer un nouveau cours pour notre existence commune.

Mais du même coup, on s'aperçoit que la finalité inhérente à la politique n'est pas autre chose que garantir la vie. La garantir d'abord au sens le plus organique, le plus vital du terme, puisque toute vie dépend, non seulement de notre rapport à la nature, mais d'une entraide entre humains, d'une coopération qui se noue précisément dans ce monde commun, dans cet espace entre les humains qui est l'objet propre de la politique. La garantir ensuite au sens de ce que, dans une époque donnée et compte tenu de notre capacité de penser et d'action, la vie peut avoir de meilleur. Engendrer la meilleure vie possible pour tous, pour toutes les composantes de la multitude, de la pluralité que nous formons, est la définition la plus simple que nous pouvons donner à l'idéal de l'action politique.

Dans la politique, l'essentiel ne consiste pas dans les programmes que telle ou telle institution, tel ou tel parti, peut proposer.

Puisque le cours de la politique réside dans la prise d'initiative, dans le commencement de mouvements au sein du monde, elle avance sur le terrain de l'imprévisible et de l'improbable. L'enfermer dans des programmes a priori est absurde ou n'indique que de nouvelles tentatives pour tuer les initiatives.

Par contre la politique doit se caler sur des enjeux, sur les enjeux qui nous sont communs et qui conditionnent, à une époque donnée, le déploiement de la vie, dans tous les sens du terme.

Rien n'est plus précieux que se mettre au clair, ensemble, sur ces enjeux et leurs sens, leur portée, leurs chemins

possibles, les engagements qu'ils suscitent. J'ai eu l'occasion de proposer une définition de ces enjeux, qui tous convergent dans un même mouvement: l'émancipation vis-à-vis de différentes formes d'oppression (voir mon texte sur «une nouvelle pensée révolutionnaire»).

L'émancipation peut être posée comme notre idéal commun et nous pouvons le concrétiser sur différents fronts, à l'intérieur de différents enjeux. Le désir d'émancipation et l'intelligence de ce qu'elle implique peuvent être posés comme le point de départ des prises d'initiatives.



Cela me conduit à faire retour sur le mot «démocratie». Dans l'expression «démocratie active», la démocratie ne peut pas être confondue avec une forme d'Etat. Autrement dit, elle n'est pas le «gouvernement du peuple», distingué du gouvernement par une minorité (aristocratie) ou par un seul (monarchie, dictature personnelle). Non. La démocratie est avant tout relative à la politique, et non au politique. Dans la démocratie active, cette dernière n'est pas autre chose que la mise en mouvement d'une pluralité d'individus qui, ensemble, affrontent les mêmes enjeux, sont portés

par le même désir et idéal, partagent les mêmes initiatives ou des initiatives convergentes.

C'est dans cette mise en mouvement que le «monde» qui nous est objectivement commun devient un monde subjectivement partagé.

Dès lors que nous participons à cette mise en mouvement, nous sommes déjà de plein pied dans la démocratie. Plus cette mise en mouvement est large, plus la démocratie est forte. Mais cette largesse n'est pas seulement quantitative; elle dépend aussi, pour se consolider, de la qualité des engagements (tout en respectant leur diversité : tout le monde n'aborde pas spontanément tous les mêmes enjeux, ni de la même manière).

C'est pourquoi, dans la mise en mouvement, il existe deux faces indissociables : la face de la pensée, de l'association entre désir, intelligence et connaissance, qui nous permet de réfléchir aux enjeux et aux meilleurs moyens pour les affronter, aux idéaux dont nous sommes porteurs et aux meilleurs moyens pour les réaliser. Et la face de l'action proprement dite, c'est-à-dire de la manière d'agir, des formes les plus adéquates pour la rendre la plus largement démocratique possible, et des objectifs, plus immédiats et localisés que nous pouvons proposer à ces initiatives.

Cela n'occulte pas la prise en considération «du» politique, donc des pouvoirs institutionnels, de tout ce qui touche à l'Etat au sens large. Il ne s'agit pas de prôner l'anarchie. Mais il existe une aspiration tellement forte à la démocratie active, et un tel déséquilibre entre ce qu'elle appelle et les formes classiques de la démocratie institutionnelle, que priorité doit être donnée, sans hésitation, à la démocratie active et à l'usage des cadres de la démocratie institutionnelle (élections, etc.) pour l'impulser. ■

Philippe ZARIFIAN